



Des paysans se lèvent contre Bolloré dans plusieurs pays d'Afrique

France, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Liberia

Par [Mondialisation.ca à la Une](#)

Mondialisation.ca, 05 juin 2013

[Communiqué de React](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Dans quatre pays d'Afrique, les riverains des plantations contrôlées par le groupe Bolloré organisent des actions simultanées ce mercredi 5 juin 2013, jour de l'AG de ses actionnaires. A Paris, des ressortissants des pays concernés vont porter les revendications aux dirigeants du groupe.

Le même jour, les villageois libériens occupent les terrains de la plantation SRC, des paysans et chefs traditionnels camerounais se rassemblent devant le siège de la Socapalm à Douala, les riverains de la SAC en Sierra Leone et ceux de la SoGB en Côte d'Ivoire marchent sur le siège de l'entreprise avec laquelle ils sont en conflit. Pour se hisser à l'échelle de la multinationale, ils ont décidé de coordonner leurs luttes. Le 5 juin ils souhaitent faire entendre leurs revendications à Vincent Bolloré, président du groupe contrôlant ces différentes sociétés.

Accaparement de terres, non-respect des conventions assurant des compensations aux villageois, pollutions... les griefs sont nombreux et ce sont les mêmes qui sont exprimés par les Camerounais, les Ivoiriens, les Sierra Léonais ou les Libériens. Les actions de protestation se sont multipliées ces dernières années avec l'extension des surfaces cultivées par les plantations du groupe, mais les négociations ouvertes localement ont le plus souvent abouti à une impasse. Appuyés par l'association Réseaux d'Action Transnationale (ReAct), les riverains ont multiplié depuis plusieurs mois appels et SMS pour échanger sur leur situation, adopter des revendications communes et associer leurs actions.

« Cette première action internationale n'est que le début. Nous sommes déterminés à faire respecter nos droits et M. Bolloré devra finir par l'entendre » affirme Emmanuel Elong, porte-parole du Synaparcam, le syndicat des paysans riverains de la Socapalm au Cameroun.

« M. Bolloré doit entendre les demandes légitimes des paysans riverains dans les pays d'Afrique où son groupe réalise des bénéfices confortables » explique David Ngangang membre de la délégation parisienne qui porte la lettre des revendications communes au siège du groupe Bolloré à Puteaux au moment de l'AG des actionnaires.

[Lettre commune des riverains à Vincent Bolloré](#)

Contacts en Afrique

Cameroun

Emmanuel Elong, porte-parole Synaparcam

+237 74 52 93 87

Côte d'Ivoire

Julien Nemlin, porte-parole Comité des Riverains de la SOGB

+225 44 34 69 43

Liberia

Alexander Bonard porte-parole du Concern Citizen Union

+231 880 98 51 91

Sierra Leone

Sima Mattia secrétaire général de la Maloa

+232 76 41 62 67

Contacts en France

Porte-Parole en France

David Ngangang

+33 6 33 02 46 52

Coordinatrice ReAct

Eloïse Maulet

+33 6 38 01 25 94

Plus d'informations sur www.projet-react.org

La source originale de cet article est [Communiqué de React](#)

Copyright © [Mondialisation.ca à la Une](#), [Communiqué de React](#), 2013

Articles Par :

[Mondialisation.ca à la Une](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca